

RÉDA HAMIANI AU FORUM DE LIBERTÉ :**«Le retour de l'inflation est préoccupant»**

Réda Hamiani a déclaré, hier, qu'il était déçu par le taux de croissance estimé à 2,6% alors que les attentes du FCE vont vers un taux de 5%. Le président du FCE a, par ailleurs, déclaré qu'il était préoccupé par le retour de l'inflation qui a atteint le taux de 12%.

F. -Zohra B. - Alger (Le Soir) - Intervenant hier dans le cadre du forum du quotidien *Liberté*, le président du FCE a déclaré que la grande nouveauté et la grande préoccupation pour le FCE sont le retour de l'inflation, même si elle a été maîtrisée jusque-là a-t-il précisé. «Actuellement, l'inflation est à 12% alors que la moyenne est de 8%. Elle représente ainsi une menace pour l'économie nationale. Cette inflation est le résultat de toutes les hausses de salaires de 2011 et du soutien des prix pour des raisons liées à la stabilité du pays», a expliqué Réda Hamiani. Il a précisé, par ailleurs,

qu'il y a eu un écart important entre la distribution des revenus et la production.

Selon le président du FCE, ces perspectives sont corrigées par des promesses de maîtrise plus soutenue de cette inflation. «Nous allons revenir à un taux de 4 et 5%. L'objectif essentiel étant de commencer à construire une économie productive hors hydrocarbures. Nous souhaitons que l'économie soit caractérisée par l'offre et non pas par la demande», a souligné le conférencier. Réda Hamiani mettra aussi l'accent sur la situation actuelle de l'industrie nationale qui est, selon lui,



Photo : Samir Sid

quasi inexistante. «Comment donner du tonus à cette industrie en présence des importateurs ? On ne peut faire autrement que d'assurer une protection industrielle... Il faut à tout prix reconquérir le marché intérieur. Cette volonté d'industrialisation est battue en brèche», a souligné Réda

Hamiani pour qui l'exportation hors hydrocarbures doit être vue à long terme. A cet effet, le président du FCE a salué les projets d'investissement que sont la future usine Renault et l'usine de réalisation de tracteurs algéro-américaine qui a récemment démarré sa production.

S'agissant de la règle des 49/51 qui oblige des intérêts algériens à prendre la majorité dans tout projet d'investissement impliquant des étrangers, Réda Hamiani a expliqué que les chefs d'entreprise ne demandent pas sa suppression. «Cette loi n'effraie pas les multinationales, mais les PME/PMI. Il faut donc moduler cette règle selon les cas. On aurait souhaité que ce débat s'installe, et des règles qui tiennent compte de la réalité économique algérienne. Il faut développer une attractivité alors qu'actuellement, on est répulsifs», expliquera le conférencier.

S'agissant de la croissance, Réda Hamiani dira que le FCE s'attendait à une croissance de 5% mais elle a été estimée à 2,6% «C'est insuffisant et nous sommes déçus au regard du taux de chômage et de la masse de jeunes sans emploi. Ce taux nous pénalise, et il reste acceptable. Pour 2013 et 2014, le taux sera plus important et passera à 4 et 4,5%», soulignera Réda Hamiani, notant qu'il y a des indices et des pistes pour tirer vers le haut la croissance économique.

Il évoquera, en outre, une volonté politique du nouveau gouvernement d'assurer un développement économique. «Cette carte permet de placer notre pays dans un focus international qui se traduira par des investissements de qualité qui feront la différence», a déclaré le président du FCE.

F.-Z. B.

IL APPELLE À REDYNAMISER LES SERVICES DE L'EMPLOI**Louh prévoit la poursuite de la baisse du chômage**

La baisse du taux de chômage devrait se poursuivre durant les années prochaines. C'est la raison pour laquelle le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale semble rassuré, se fiant aux prévisions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Tayeb Louh qui avait, hier à l'hôtel El Aurassi, ouvert les travaux d'un séminaire sur la modernisation des services de l'emploi, organisé dans le cadre du Programme européen d'appui au secteur de l'emploi (2010-2014), avait justement évoqué la «nette baisse» du taux de chômage. De l'ordre de 17,7% en 2007 (il était de près de 30% au début de la décennie 2000), ce taux est passé à 9,96% à la fin 2011, selon les données de l'Office national des statistiques. Un recul que le Plan d'action pour la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage,

mis en œuvre dès 2008, explique comme le laisse entendre Tayeb Louh.

Basé sur l'appui à l'investissement dans le secteur économique, la promotion de la formation qualifiante, la promotion de l'emploi de jeunes et la modernisation de la gestion du marché du travail, ce plan donne des résultats probants en termes de création de postes d'emploi. Ainsi, le ministre de l'Emploi a indiqué que le secteur économique a, en 2012, enregistré le placement de 453 000 demandeurs par l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), sans compter ceux placés au niveau de la Fonction publique et les placements directs par les entreprises économiques.

L'année 2012 a également connu, note Tayeb Louh, le financement de 100 613 projets de micro-entreprises dans le cadre des dispositifs ANSEJ et CNAC, et une dynamique d'employabilité meilleure que le ministre de l'Emploi assure tacitement de poursuivre, au-delà de la teneur des dispositions qui seront prises concernant la durée des contrats dans le cadre du prochain Code

du travail. Ceci implique également une dynamique meilleure en matière d'intermédiation entre l'offre et la demande d'emploi, mission dévolue aux organismes et services publics de l'emploi dont l'ANEM. Or, et dans la mesure où «la satisfaction rapide de l'offre d'emploi, tant du point de vue quantitatif que qualitatif» s'impose et que «le service public de l'emploi est appelé à améliorer et à renforcer ses capacités d'adaptation», Tayeb Louh affirme que «cette exigence d'efficacité constitue un défi que doit relever l'ANEM». Cela même si ce service a déjà bénéficié en 2006 d'un programme de modernisation et devrait améliorer ses prestations grâce à ce Programme d'appui européen. Il s'agit, dira le ministre, de «l'amélioration du professionnalisme de ses agents, de la modernisation des méthodes et des instruments de gestion et de l'accroissement de ses capacités de réaction et d'anticipation des besoins du marché de l'emploi, à travers un renforcement de la coordination avec l'appareil de formation et les entreprises productives».

C. B.

SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS**60% des travailleurs ont répondu à l'appel à la grève**

Les travailleurs du secteur des travaux publics montent au créneau. Ils ont entamé, depuis hier, un mouvement de protestation de deux jours. Ils exigent une protection contre les risques auxquels ils sont exposés en permanence durant leur exercice.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les travailleurs du secteur des travaux publics ont décidé de paralyser le secteur pendant deux jours. Pour dénoncer des conditions de travail «difficiles et dangereuses», la Fédération nationale du secteur des travaux publics, affiliée au Snapap, a appelé à une grève de deux jours, entamée hier.

«Nous intervenons dans des travaux de chantiers et sur des voies publiques, ceci nous expose à un risque permanent sans que nous bénéficions de mesures de sécurité», explique Ghoul Saâd Eddine, président de la Fédération nationale du secteur

des travaux publics.

Selon lui, ce mouvement de protestation a été décidé par la base pour attirer l'intention du ministre des Travaux publics sur leur situation. «C'est un cri de détresse envers la tutelle à qui nous demandons d'ouvrir les portes du dialogue afin de prendre en charge les préoccupations des travailleurs», a souligné le représentant des travailleurs du secteur des travaux publics.

Ces derniers, dit-il, se sont d'ailleurs, largement mobilisés autour de ce mouvement pour montrer leur détermination à aller au bout de leurs revendications.

Selon leur représentant, le taux de suivi de la grève au niveau national avoisine les 65%. «Le taux de suivi diffère d'une wilaya à une autre. Le mouvement a été suivi à 80% dans la capitale, Béjaïa, Boumerdès, Oran et à 100% dans d'autres wilayas, comme M'sila», a souligné M. Ghoul.

La fédération compte accompagner son mouvement de grève, qui prendra fin aujourd'hui, par un sit-in dont le lieu n'est pas encore rendu public.

Le porte-parole des protestataires a indiqué que durant la période allant de 2007 à 2012, pas moins de sept ouvriers du secteur ont trouvé la mort durant l'exercice de leur fonction, percutés par des voitures, et 54 autres ont été blessés.

La Fédération du secteur des travaux publics, qui souligne que

les droits socioprofessionnels «légitimes» des travailleurs sont bafoués, réclame la révision du statut particulier du secteur des travaux publics, l'annulation de l'article 87 bis ainsi que l'augmentation des salaires et des primes de risque et de contagion en fonction du pouvoir d'achat.

M. Ghoul, qui souligne que la prime de panier d'un ouvrier du secteur est de 14,50 DA, précise que le salaire de base des travailleurs ne dépasse pas les 14 300 DA/mois.

La Fédération nationale du secteur des travaux publics exige également l'intégration des 2 400 ouvriers contractuels et la prise en charge à 100% des accidents du travail.

Les protestataires attendent la réaction de la tutelle pour décider des prochaines actions.

S. A.

BACCALAURÉAT**Le seuil des leçons fixé au 2 mai 2013**

Le ministère de l'Education nationale porte à la connaissance des candidats aux examens scolaires nationaux et plus particulièrement à l'examen du baccalauréat, que dans le souci de réunir toutes les conditions optimales de leur prise en charge, à même de les rassurer et de dissiper leurs inquiétudes, les mêmes mesures prises les années précédentes seront reconduites pour le baccalauréat de la prochaine session de juin 2013, à savoir :

1- Deux sujets seront proposés au candidat dans chaque matière et dans chaque filière, pour lui permettre de faire le choix du sujet qui lui convient le mieux ;

2- Une demi-heure supplémentaire sera accordée à chaque candidat en plus du temps réglementaire de chaque épreuve, pour lui permettre de lire attentivement le sujet et comprendre les principaux éléments qui y sont contenus, avant d'entamer sa réponse ;

3- La situation d'intégration ne sera pas appliquée dans l'élaboration des sujets du baccalauréat, qui seront formulés comme par le passé, sans changement ;

4- Les sujets que comportera l'examen du baccalauréat seront élaborés sur la base des cours effectivement dispensés. Ainsi, les cours prendront fin **le jeudi 2 mai 2013 au soir**, date à laquelle sera arrêté **le seuil des leçons** qui sera communiqué à tous les candidats, ainsi qu'à l'Office national des examens et concours (ONEC) en vue de s'y référer pour l'élaboration des sujets du baccalauréat.

Des instructions ont été données à mesdames et messieurs les directeurs de l'éducation des wilayas, les inspecteurs pédagogiques, les chefs d'établissement et les enseignants, pour veiller à dispenser les cours selon un rythme normal, sans précipitation ni bachotage, ni bourrage, de façon à permettre aux élèves de bien comprendre et de mieux assimiler les leçons.

Les établissements doivent rester ouverts et accessibles aux élèves, pour leur permettre de bénéficier des séances de renforcement, de révision et d'études individuelles ou collectives.

A cet effet, le ministère de l'Education nationale rassure l'ensemble des élèves et réaffirme qu'il veille avec fermeté, sous l'égide de Monsieur le Ministre de l'Education nationale qui suit personnellement cette opération, à la mise en œuvre des mesures citées précédemment, en lui assurant un suivi continu, au jour le jour.

Ministère de l'Education nationale